

Les messages du collectif Roosevelt

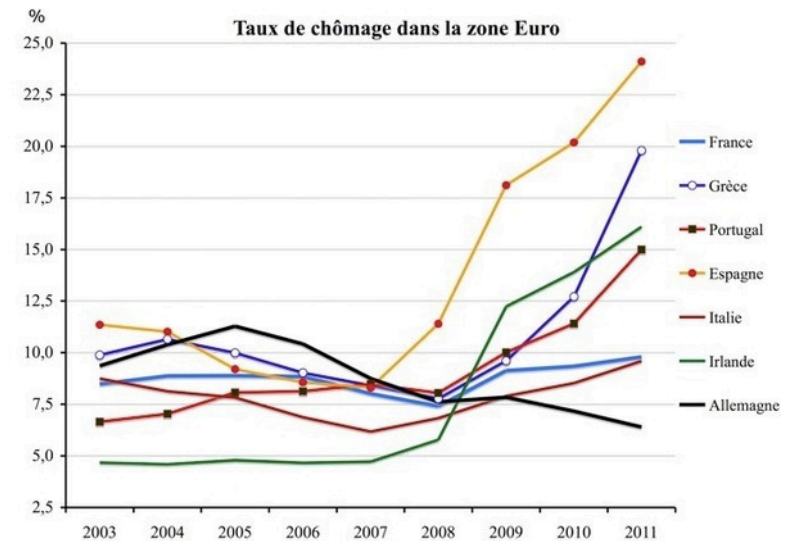
- « La crise est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais il y a des solutions »
- « L'une des principales causes de la crise c'est le **chômage de masse** non résolu depuis 30 ans ... Les 2 autres étant la **dérégulation financière** (**mondialisation/titrisation/spéculation**) et l'**explosion des inégalités** »
- « Faut donc s'attaquer en priorité au chômage de masse et à la précarité »

... sinon spirale infernale

dette → austérité → récession → chômage → dette →

Même le FMI le reconnaît enfin : lire « Crise : le double langage du FMI » - article Mediapart sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article881>

- « Compter sur la croissance c'est irresponsable »

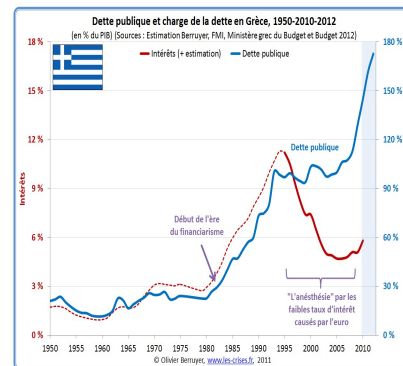
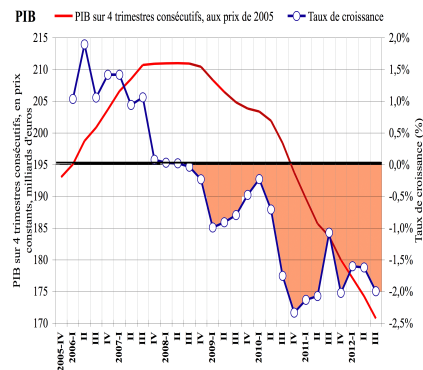


En pourcentage de la population active. Source OCDE

Autres graphiques sur <http://www.les-crises.fr/chomage-en-europe/>

La spirale infernale de l'austérité

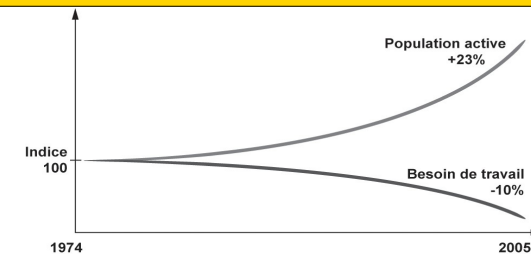
dette → austérité → récession → chômage → dette →



Dettes de la Grèce en % du PIB : 107% en 2007, 127% en 2009, 143% en 2010, 170% en 2012 ! ... Taux de suicides + 100 % !

Le chômage de masse et ses principales causes

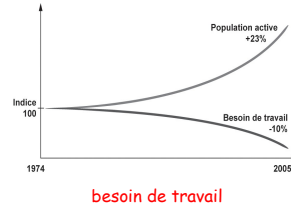
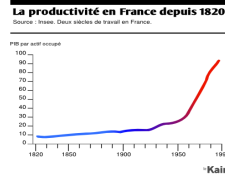
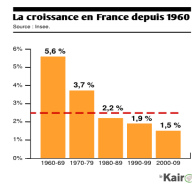
Le besoin de travail



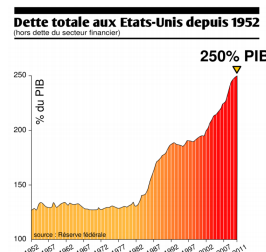
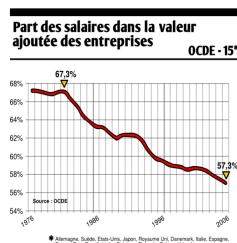
« En 30 ans, l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins. Depuis 1974, le total des heures travaillées, tous secteurs confondus, est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards. (Source : Insee)

Dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes. Le travail nécessaire à l'économie a donc baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. Cet écart est la principale explication du chômage de masse. »

Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larroust – Octobre 2007

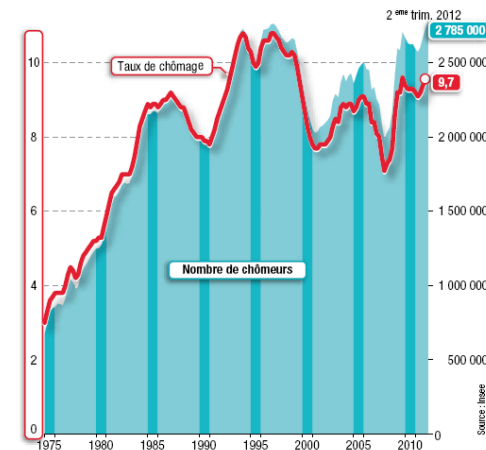


Forte augmentation du chômage de masse depuis le début des années 80



quand la bulle
immobilière
a commencé à se
dégonfler ...

crise des
subprime, crise
financière,
économique
sociale, ...



Chômage au sens du BIT en
France métropolitaine,
en nombre et en % de la
population active

En mai 2012 l' UNEDIC annonçait « le chômage va augmenter de 417 000 d' ici fin 2013 »

Source http://www.alternatives-economiques.fr/chomage--le-record-de-1997-a-ete-battu_fr_art_1164_60327.html

Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus)

- 1° qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence,
- 2° qui est disponible pour travailler dans les deux semaines
- 3° qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Ce nombre diffère de celui des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A à Pôle emploi (2 987 100)

Les chiffres actualisés des différentes catégories de demandeurs d'emploi

	Septembre	Octobre	Novembre
WWW.CHOMISTE-LAND.COM	2012	2012	2012
Catégorie A (Chômeurs officiels)	3 057 900	3 103 300	3 132 600
Catégorie B	598 900	607 100	618 200
Catégorie C	858 700	876 600	866 600
Catégorie D	248 500	260 500	267 200
Catégorie E	355 800	355 000	357 300
TOTAL (Chômeurs réels)	5 119 800	5 202 500	5 241 900

Voir la définition des différentes catégories de demandeurs d'emploi sur <http://www.chomiste-land.com/lesvraischiffreschomage.htm>

Source : <http://www.chomiste-land.com/lesvraischiffreschomage.htm>
... qui puise ces chiffres sur <http://www.travail.gouv.fr/>

« Et nous ne comptons pas :
 ==> Les séniors de + de 55 ans,
 ==> Les quatre départements français d'outre-mer (Réunion, Guadeloupe, Martinique et Guyane),
 Ce qui fait pas mal de personnes non comptées dans le calcul du chiffre du chômage »

Chômage record dans la Zone euro

Taux de chômage des pays de la zone euro en août 2012, en % de la population active

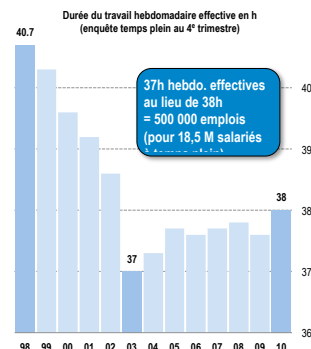


<http://www.franceinfo.fr/economie/le-chomage-dans-la-zone-euro-a-son-niveau-record-755077-2012-10-01>

Depuis 2002 : beaucoup de « réformes » ont aggravé le chômage

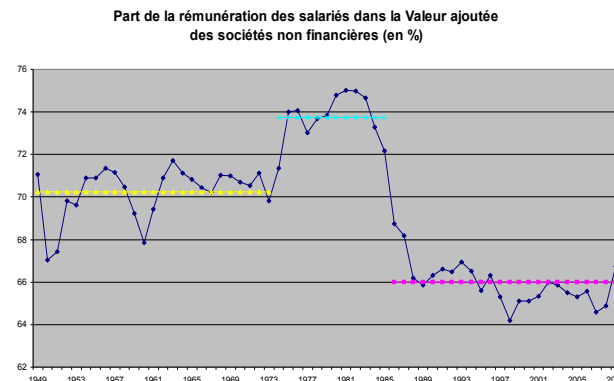
- 6 lois pour démanteler l'essentiel de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail qui avait permis de créer 400 000 emplois
- Incitation aux heures supplémentaires en les exonérant d'impôt et de cotisations
- Deux millions de salariés corvéables à merci, à cause du contrat de travail en jours

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article525>



- Dérégulation totale du cumul emploi retraite. Depuis janvier 2009, tout salarié peut cumuler, sans limite de revenus, une retraite à taux plein et un salaire à temps complet ou partiel
- Report à 62 ans de l'âge légal de la retraite et à 67 ans de celui donnant droit à une retraite à taux plein

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires rapportée au PIB

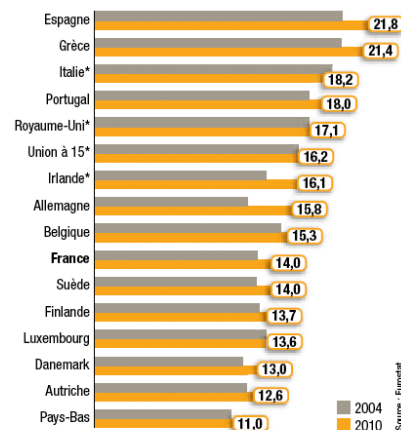


Le décrochage de la part des salaires dans le PIB est intervenu dans la période 1982- 1990 ...

bien avant les 2 lois sur la réduction du temps de travail votées en 1997 et 1999 !

Le chômage de masse et l'augmentation de la précarité ont instauré un rapport de force défavorable aux salariés. Cela a conduit à une **forte baisse de la part des salaires** dans le PIB et une **forte augmentation de la part des dividendes** versés aux actionnaires ... qui sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007

Des taux de pauvreté en forte augmentation



* 2009 au lieu de 2010.

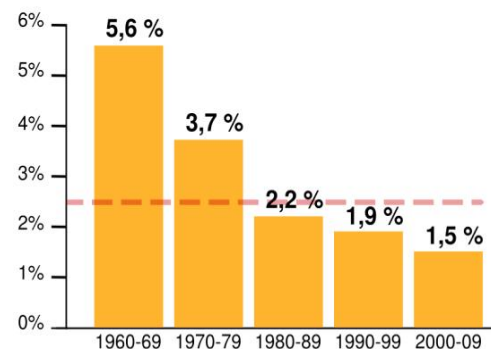
N.B. : Eurostat n'utilise pas la même source que l'Insee pour calculer le taux de pauvreté, d'où l'écart observé pour la France entre les chiffres des deux instituts. Les données d'Eurostat sont issues d'un échantillon moins important et donc moins précis que l'Insee, mais elles ont l'avantage de permettre de faire des comparaisons internationales.

« Comparée à ses voisins européens, la France demeure l'un des pays qui compte le moins de pauvres. En Allemagne, en revanche, la pauvreté explose, signe que le modèle social allemand s'effondre tandis que son modèle économique triomphe... »

Source : http://www.alternatives-economiques.fr/c-est-souvent-pire-ailleurs_fr_art_1175_61304.html

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.



Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrourou ... actualisée

Ces taux de croissance annuels moyennés par décennie montrent qu'au cours des 30 dernières années aucun gouvernement n'a réussi à maintenir dans la durée un taux de croissance supérieur aux gains de productivité. Alors que c'est la condition indispensable, à défaut de réduction du temps de travail, pour faire baisser le chômage.

Pire : sans l'augmentation continue de l'endettement des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro !

Explications de cette baisse continue de la croissance depuis 4 décennies ??

Voir le livre de Jean Gadrey « Adieu à la croissance » – octobre 2010

« La croissance, c'est foutu foutu »

Prévisions de croissance de l'OFCE, octobre 2012

Taux de croissance annuel du PIB, en %

	2011	2012	2013
Zone euro	1,5	-0,5	-0,1
Allemagne	3,1	0,8	0,6
France	1,7	0,1	0,0
Italie	0,5	-2,4	-1,1
Espagne	0,4	-1,4	-1,2
Pays-Bas	1,1	-0,2	0,3
Belgique	1,8	-0,1	0,9
Finlande	2,8	0,8	1,1
Autriche	2,7	1,0	0,5
Portugal	-1,7	-2,8	-1,2
Grèce	-6,2	-6,2	-3,7
Irlande	0,8	-0,4	-0,1
Royaume-Uni	0,9	-0,4	0,3
États-Unis	1,8	2,2	0,9
Japon	-0,7	2,4	1,3

Sources : comptabilités nationales, prévision OFCE octobre 2012.

Après les effets de la relance de 2009, la zone euro replonge dans la récession depuis fin 2011.

Selon l'OFCE, quand les dépenses publiques baissent de 10 milliards, le PIB se contracte de 16 milliards.

L'effet "multiplicateur" de la réduction des dépenses publiques est égal à 1,6 ... En sous-estimant les multiplicateurs budgétaires, les gouvernements européens ont cru pouvoir rétablir rapidement et sans dommage l'équilibre de leurs finances publiques.

Plus on réduit les dépenses, plus le ratio déficit/PIB augmente !

Les seuls pays de la zone euro à éviter une franche récession en 2013 seraient Finlande, Belgique, l'Allemagne, Autriche et Pays-Bas.

Heureusement que Hollande a obtenu qu'un volet croissance soit ajouté au TSCG !

Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2012/10/20/la-croissance-cest-foutu-foutu/#more-617>

Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas ? (éléments de réponses)

Une croissance continue sur le long terme est impossible dans un monde fini, car une croissance continue signifie, au sens mathématique du terme, une **augmentation exponentielle**, comme le montre le tableau ci-dessous.

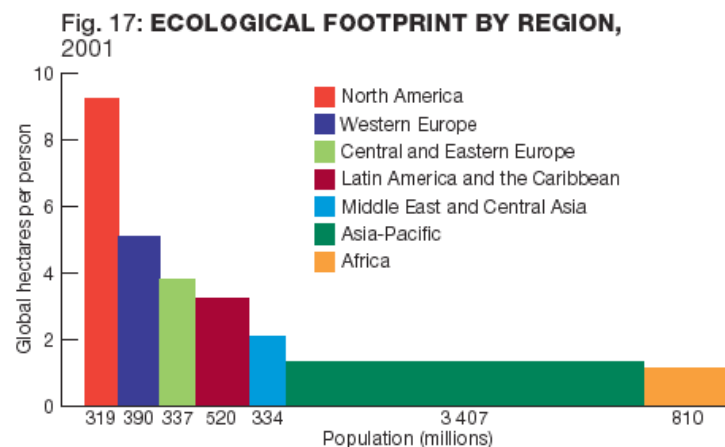
Les dirigeants politiques et économiques ne veulent toujours pas tirer les conséquences d'une telle évidence !

avec un taux de croissance annuel de	en 30 ans le PIB serait multiplié par	en 50 ans le PIB serait multiplié par	en 100 ans le PIB serait multiplié par
1%	1,3	1,6	2,7
3%	2,4	4,4	19
5%	4,3	11,5	132
8%	10,1	46,9	2200

« Nous n'avons pas mis fin à la croissance, la nature va s'en charger » par Dennis Meadows – juin 2012 - à lire sur <http://www.les-crisis.fr/dennis-meadows-croissance/>

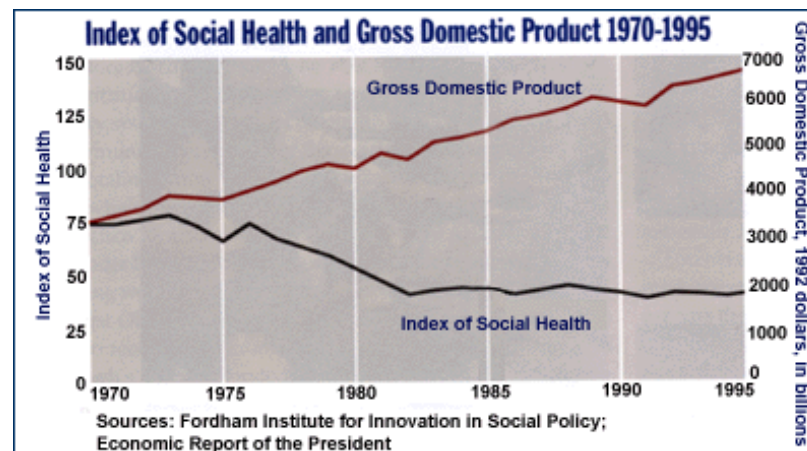
Autres graphiques sur <http://www.les-crisis.fr/category/crise-de-croissance-pib/>

Les effets écologiques de nos modes de croissance Empreinte écologique (ici nombre d'hectares par personne)



Voir définition de l'empreinte écologique sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Empreinte_%C3%A9cologique

Evolutions de l'indice de santé sociale et du PIB (Gross Domestic Product)



Voir la définition de l'indice de santé sociale sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_sant%C3%A9_sociale

Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas (suite) ?

• « Avant même la crise des subprimes, il était difficile de croire que la croissance suffirait pour sortir du chômage de masse. Mais, après la crise des subprimes, miser sur le retour d'une croissance forte est totalement irréaliste. Comme le dit Xavier Timbeau de l'OFCE, "le scénario le plus optimiste est un scénario à la japonaise". Depuis qu'a éclaté la bulle, en 1991, la croissance du Japon n'est que de 0,7 % en moyenne. » (motion Hessel, Larrourou)

• « Sans une augmentation continue de la dette des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro » - Patrick Artus (responsable des études économiques chez Natixis)

• En 2011 aux USA pour augmenter de 1% le PIB par tête la dette publique a augmenté de 10%.

• « **La croissance mondiale va s'arrêter** » - par Stéphane Foucart et Hervé Kempf – mai 2012 - sur http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/la-croissance-mondiale-va-s-arreter_1707352_3244.html

« **Adieu à la croissance** » livre de Jean Gadrey – octobre 2010

« La croissance : un remède à tous les maux ! Telle est la doxa depuis des décennies. La solution pour réduire le chômage ? La croissance ! Régler le problème des retraites ? La croissance ! Idem pour la dette publique, les inégalités ou la faim dans le monde. Et la crise écologique ? Eh bien... la croissance – mais « verte » !

Ce livre défend une thèse opposée : la croissance n'est pas la solution, c'est un problème. Elle est aujourd'hui devenue un facteur de crise, une menace pour la planète et un obstacle au progrès. L'homme qui affirme cela n'est pas un aimable farfelu, mais un économiste des plus sérieux. Il ne prône pas l'austérité punitive mais une société qui privilégie le « mieux être » sur le « plus avoir ». Et souligne que l'équation croissance = emploi est désormais caduque, démontrant, a contrario, qu'une baisse de productivité peut résorber le chômage par la création d'emplois de la « durabilité ».

Voir résumé du livre sur

<http://livre.fnac.com/a4010125/Jean-Gadrey-Adieu-a-la-croissance#ficheResume>

Pourquoi un autre partage du temps de travail est indispensable ?

• **Le chômage de masse n'est rien d'autre qu'une répartition imposée du temps de travail, entre ceux qui se ruinent la santé au travail et ceux qui n'ont pas d'emploi, ou seulement des petits boulots précaires**

• **Avec la « croissance molle à la japonaise » qui s'annonce pour les 10 ou 20 ans à venir, sans un autre partage du temps de travail, on va vers un doublement du taux de chômage, soit 4 millions de chômeurs supplémentaires en France !**

• La RTT négociée dans le cadre des lois Aubry a permis de créer 400 000 emplois ... On aurait pu faire beaucoup mieux (voir livre de Pierre Larrourou « 35 heures, le double piège » publié en 1998)

• Dans son livre « Les moyens d'en sortir », Michel Rocard expliquait en 1996

« L'inexorable montée du chômage démontre l'inefficacité de toutes les techniques utilisées pour le combattre ... On ne luttera efficacement contre le chômage massif que par la réduction massive du temps de travail. Toute la question est : comment faire ? » ... et en 2010 « On peut définir le chômage comme étant la différence entre l'absence de réduction de la durée du travail et les gains de productivité ... »

• Tous les pays ont réduit le temps de travail ... contrairement à ce que certains dirigeants politiques sans scrupules répètent depuis 10 ans

Durée du travail, réalité et idéologie

Pays	Nombre moyen d'heures effectivement travaillées par semaine T3 2008	Taux d'emploi des 15-64 ans T3 2008
Pays-Bas	33,0	76,5 %
Norvège (hors UE)	35,9	77,3 %
Royaume-Uni	36,4	71,4 %
Danemark	36,5	77,1 %
Allemagne	36,7	69,9 %
Suède	37,2	75,7 %
Irlande	37,6	69,9 %
France	37,9	65,3 %
Finlande	38,7	71,7 %

« Eurostat, l'organisme statistique de la commission européenne, fournit les éléments sur la durée réelle du travail dans l'ensemble des pays européens. « Le nombre d'heures effectivement travaillées au troisième trimestre 2007, tous emplois confondus, se situe à 38,5 pour l'Europe et 37,9 pour la zone Euro. Tous les pays, à l'exception de la Finlande, considérés comme « ayant libéré leur marché du travail et donc dynamiques », et avec un taux d'emploi supérieur au notre, ont une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. »

Source « Durée du travail, réalité et idéologie » - Thierry TERNISSEN d'Ouille – juin 2008

<http://tto45.blog.lemonde.fr/files/2011/01/duree-du-travail-realite-et-ideologie.1294164979.pdf>

Les 3 grandes catégories de mesures contre le chômage

Catégorie 1 : toutes les mesures déjà mises en œuvre depuis 20 ans

- celles destinées à booster la croissance
- celles destinées à baisser le coût du travail
- celles destinées à améliorer la formation professionnelle
- tous les systèmes d'aides ou d'incitation : aides à la création d'entreprise, à la recherche, aux PME, aux filières d'avenir (économies d'énergie, reconversion énergétique, économie numérique, économie de la connaissance ...)

Catégorie 2 : toutes les « nouvelles » mesures proposées qui seront difficiles à mettre en œuvre

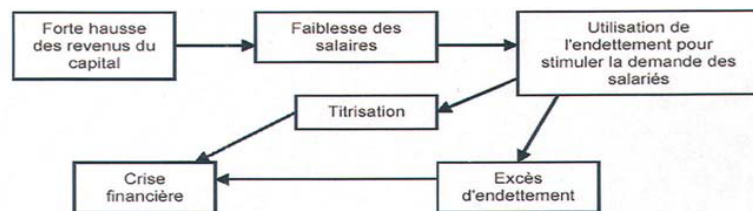
- celles destinées à restreindre les délocalisations, à encourager le produire en France, à taxer les produits importés de pays ne respectant pas des normes sociales et environnementales minimales, ...
- celles destinées à renforcer la coopération européenne, à faire baisser l'euro surévalué, ...
- celles destinées à mettre au pas la finance et la spéculation, à supprimer les paradis fiscaux ...

Catégorie 3 : les mesures de solidarité permettant de proposer un emploi à toute personne ayant besoin d'un salaire pour vivre

- celles de nature à inciter très fortement les entreprises à un autre partage du temps de travail

Les mesures de partage négocié du temps de travail ne peuvent pas être comparées aux autres. Tout simplement parce qu'elles se justifient « tant et aussi longtemps » que les mesures des catégories 1 et 2 n'auront pas permis d'éradiquer le chômage de masse. D'où le qualificatif spécifique de mesures de « solidarité ».

Mécanisme et chronologie de la crise



au départ une crise sociale

• L' amplification de la **crise sociale** (baisse des salaires due au chômage de masse et à la précarité, augmentation continue des inégalités) a été temporairement camouflée par un **endettement croissant** des ménages. Cet endettement non soutenable a, associé à la **dérégulation financière**, conduit à la crise des subprime puis à la généralisation de la **crise financière**.

• Le sauvetage des banques et les plans de relance ont amené les **dettes publiques** à des niveaux ingérables.

• L' **austérité généralisée** pour essayer (en vain) de dégonfler la montagne de dettes publiques débouche en 2012 sur une crise sociale (explosion du chômage) sans précédent depuis la crise de 1929.

à l' arrivée une crise sociale d' une ampleur sans précédent depuis les années 30

On pourrait dire aussi que dans la bombe de la crise, la poudre c' est le chômage de masse et les inégalités, le détonateur c' est la dérégulation financière (mondialisation, titrisation, spéculation) ... la crise des subprime étant l' étincelle qui a allumé la mèche

Définition de la dette publique

Les administrations publiques s' organisent en quatre secteurs :

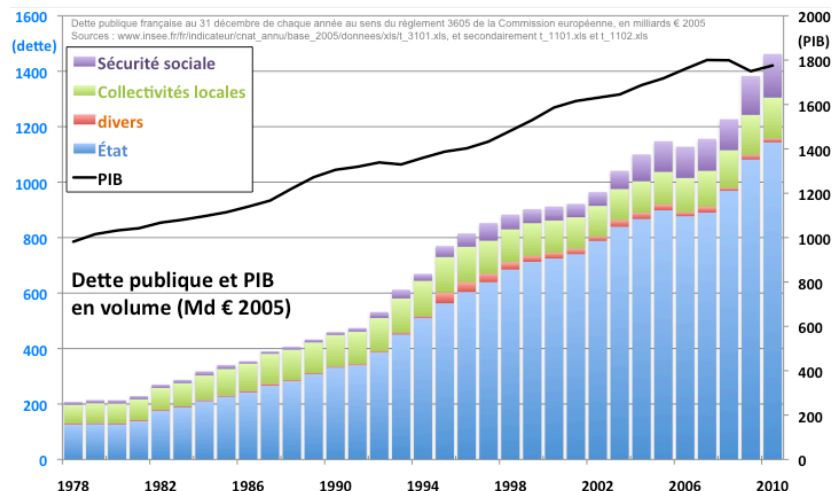
- l' Etat
- les administrations publiques locales (APUL) : régions, départements, communes, etc ...
- les administrations de sécurité sociale (ASSO) : allocations familiales, assurances maladie et assurance vieillesse, assurance chômage (Unedic), assurance chômage (Unedic), retraites complémentaires (Agirc, Arrco, Ircantec), etc ...
- les organismes divers d' administration centrale (ODAC) : unités institutionnelles contrôlées ou financées majoritairement par l' État (CADES, CNRS, CMU, agence nationale de la recherche, fond spécial d' invalidité, ...)

Evolution et répartition des dépenses publiques

	1995		2000		2005	
	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB
Etat (en comptabilité nationale)	282,0	23,0%	320,4	22,2%	388,1	22,7%
APUL	118,0	9,9%	140,5	9,7%	187,5	11,0%
ASSO	284,6	23,8%	330,2	22,9%	421,7	24,7%
ODAC	44,9	3,8%	47,4	3,3%	60,5	3,5%
Toutes administrations publiques	650,6	54,5%	744,3	51,0%	919,7	53,8%

Source : http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux_finances_publicques/caracteristiques.htm

Évolution du PIB et des différentes dettes en € constants



Source http://local.attac.org/rhone/article.php3?id_article=1642

Les 3 causes principales de la dette publique

Cause N° 1 : les baisses d'impôt et autres cadeaux fiscaux accordés depuis 2000 représentent 70 à 80 milliards d'euros de manque à gagner annuel pour l'Etat

Extrait du rapport du député UMP Gilles Carrez (juin 2010) :

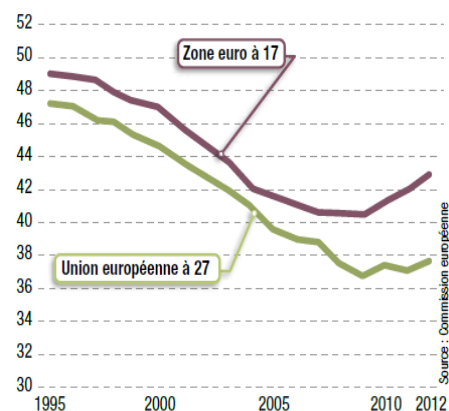
« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. »

Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982

voir « Le détail des 140 milliards d' exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

L'Europe du dumping fiscal

Taux marginal moyen d'imposition des revenus des personnes physiques dans l'Union à 27 et dans la zone euro à 17 entre 1995 et 2012



Taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu

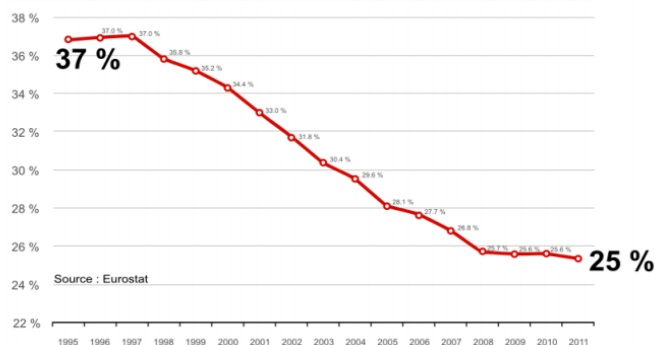
Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50,1 %	41 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

- coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009 ... sur 13 tranches d'impôts en 1986, il n'en reste que 5 en 2011
- la tranche supérieure commence à 70 830 € (5 900 € par mois)... par part !

L'Europe du dumping fiscal

25% en moyenne en Europe contre 40 % aux USA !

Evolution de l'impôt sur les bénéfices en Zone Euro 1995 - 2011



Taux d'imposition (théorique) des bénéfices des sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	25,5 à 29,6 %
GB	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Taux d'imposition réel (France) : PME : 28 % ... 40 plus grosses sociétés (CAC 40) : 8 %
... Résultat du dumping fiscal entre les pays européens et du travail idéologique des lobbies

Cause N° 2 : le mécanisme de la création monétaire

- la loi dite « Pompidou, Giscard » de 1973 interdit à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, à taux d'intérêt réduit (une possibilité de contourner cette interdiction existe, mais aucun gouvernement ne s'en est jamais servi)
- France Trésor doit emprunter via 20 banques précises, dont 4 françaises et 16 étrangères (pourquoi 4 françaises seulement ?)
- en Europe, le traité de Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux Etats
- sans les charges d'intérêt, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun Etat européen n'aurait de dette insupportable !

Voir « Les meilleures vidéos pour comprendre la création monétaire et la dette » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>

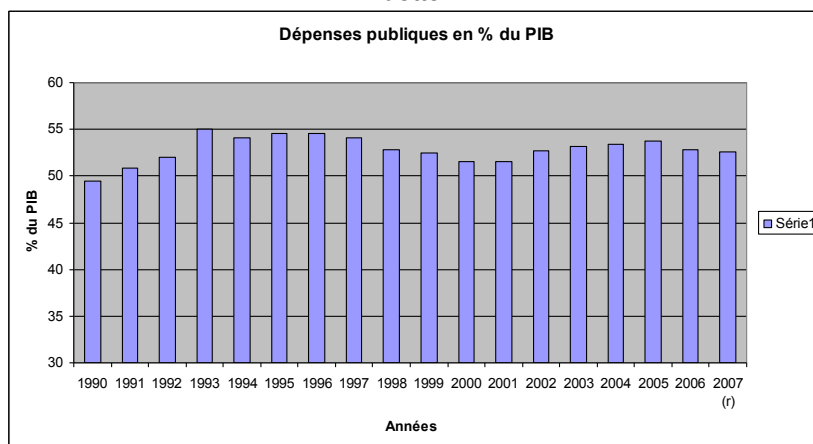
Cause N° 3 : l'évasion fiscale

- La Cour des Comptes a évalué à 30 Md€ la perte de recettes annuelle de la France due à l'évasion de l'argent vers les « paradis fiscaux » (source Pascal Canfin –député européen EELV)
- pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité (source Jean Gadrey)
- les différentes formes d'évasion fiscale sont très bien expliquées dans une remarquable émission de FR 3
voir <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article678>

La crise qui sévit depuis 2008 a amplifié la dette

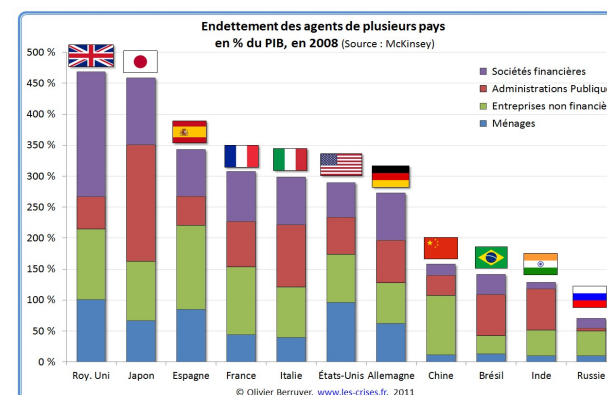
- Moins de rentrées fiscales (TVA, impôt sociétés ...)
- Coûts sociaux supplémentaires (indemnisation du chômage, RSA ...)
- Le coût budgétaire total du plan de relance sur l'ensemble des deux années 2009 et 2010 s'est élevé à 42,2 Md€ (source Cour des Comptes 2010)
- Coûts des différentes mesures d'aide aux banques ? ... Voir par exemple « Dexia : un puits sans fond » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article893>

Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette



Source : Evolution du taux de dépenses publiques - page 9 du rapport du député UMP Gilles CARREZ de juin 2010

Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises

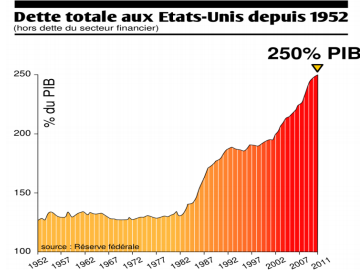


Est-ce qu'une telle montagne de dettes pourra être remboursée ?

- Quelles sont les solutions proposées par les gouvernements ?
- Quelles solutions proposées par les associations qui réfléchissent depuis longtemps à ces questions (CADTM, Attac, Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, collectif Roosevelt ...) ?
- Les citoyens n'ayant jamais été consultés avant les accumulations successives de ces dettes, certains considèrent qu'une grande partie de ces dettes peut être considérée comme illégitime (sur ce thème voir <http://cadtm.org/Francais>)

Poser un diagnostic nouveau

Qu'est-ce qui cloche ? Pourquoi tout ce qui a été fait depuis 5 ans dans l'ensemble des pays occidentaux a-t-il échoué à nous sortir de la crise ? Après 5 ans d'échec, il faut évidemment se demander si le diagnostic commun est le bon : d'où vient la crise ? Pourquoi tous nos pays ont-ils tellement de dettes ? Pourquoi l'économie tombe-t-elle en récession si on cesse d'augmenter la dette ?



C'est en observant l'évolution de la dette aux Etats-Unis qu'on comprend les causes profondes de la crise (voir courbe ci-dessus). Jusqu'en 1981, le ratio dette/PIB était parfaitement stable. L'économie n'avait pas besoin de dette. Des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable des gains de productivité entre salariés et actionnaires. Ce "compromis fordiste" a permis aux Etats-Unis de connaître 30 ans de prospérité. Sans dette. Ni dette privée, ni dette publique.

Source : motion Hessel, Larrourou - Texte intégral sur <http://www parti-socialiste.fr/congres/motion/oser-plus-loin-plus-vite>

Le collectif Roosevelt propose

« 15 mesures à appliquer d'urgence pour éviter l'effondrement et créer 2 millions d'emplois en 5 ans »

“ Nous souhaitons contribuer à la formation d'un puissant mouvement citoyen, d'une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique à la hauteur des exigences

Stéphane Hessel, Edgar Morin - Le chemin de l'espérance

Ces 15 réformes sont détaillées sur le site www.roosevelt2012.fr et dans le livre de Pierre Larrourou « *C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut s'en sortir* » (3€)

Plus de 89 000 citoyen(ne)s se sont engagés en apportant leur signature pour ces 15 réformes. Pour être entendus nous devons être beaucoup plus nombreux. A chacun d'y contribuer

Eviter l'effondrement (mesures 1 à 9)

- 1 - Stopper l'hémorragie des licenciements en cours, en mettant en œuvre les mêmes mesures de chômage technique qu'en Allemagne
- 2 - Redonner de l'oxygène à nos États, en diminuant fortement les taux d'intérêt sur la dette en activant les articles 21 et 23.1 des statuts de la BCE (possible en 1 semaine)
- 3 - Dégager de nouvelles marges de manœuvre financières, en créant un impôt européen sur les bénéfices des entreprises au même taux qu'aux USA
- 4 - Mettre fin au sabotage fiscal, en revenant sur les cadeaux fiscaux accordés depuis 2000, soit 100 milliards d'euros par an
- 5 - Boycoter les paradis fiscaux, en utilisant le levier de la commande publique
- 6 - Sécuriser les précaires, en maintenant 90% des revenus aux chômeurs pendant 4 ans
- 7 - Interdire aux banques de spéculer avec notre argent, en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires
- 8 - Créer une vraie Taxe sur les transactions financières
- 9 - Lutter contre les délocalisations : imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial, en convoquant un nouveau [Sommet de Philadelphie](#) « *Priorité à la justice sociale, le travail n'est pas une marchandise* »

Contre le chômage construire une nouvelle société (mesures 10 à 13)

- 10 - Investir dans une vraie politique du logement, pour créer 200.000 emplois et faire baisser les loyers
- 11 - Déclarer la guerre au dérèglement climatique (150.000 emplois à la clé)
- 12 - Développer l'économie sociale et solidaire (déjà 2,3 millions de salariés)
- 13 - Négocier un autre partage du temps de travail et des revenus, en partant notamment de la mise en place de la semaine de 4 jours sans baisse de salaires dans 400 PME françaises depuis 15 ans. Ce qui permettrait la création de 1,6 millions d'emplois

Construire enfin une Europe démocratique (mesures 14 et 15)

- 14 - Faire éclore la démocratie en Europe, en changeant radicalement les institutions
- 15 - Négocier un vrai **Traité de l'Europe sociale** (le texte avec objectifs chiffrés existe déjà et a été approuvé par 400 personnalités européennes)

Version intégrale du diaporama (120 diapos) sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article907>

Pour recevoir la version sous Powerpoint, demander à andre.martin69@orange.fr